

La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 : Entrevue avec Françoise David

Vivian Barbot and Ruth Rose

Volume 13, Number 1, 2000

La marche mondiale des femmes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/058067ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/058067ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Barbot, V. & Rose, R. (2000). La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 : Entrevue avec Françoise David. *Recherches féministes*, 13(1), 7–17.
<https://doi.org/10.7202/058067ar>

Article abstract

In this interview, Françoise David, president of the Quebec Federation of Women recounts what she has learned, what has given her the most satisfaction and what her hopes are for the World March of Women. Beyond its primary role of promoting the demands of women, she says the March also serves as a gigantic workshop for popular education and for forging solidarity networks both nationally and internationally. Françoise David also describes how women from all over the world have succeeded in overcoming differences in language, culture and experience in order to adopt a common platform and mobilize for the March in more than 150 countries.

La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 Entrevue avec Françoise David¹

VIVIAN BARBOT et RUTH ROSE



Q. — Les thèmes centraux de la Marche mondiale des femmes sont les luttes contre la violence et la pauvreté. Pouvez-vous développer un peu votre pensée sur chacun de ces thèmes ? Quelles sont les problématiques qui ont été apportées par les groupes de femmes d'autres pays qui vous ont surprises ?

F. D. — Sur la question de la pauvreté, je ne dirais pas que nous avons eu de grandes surprises, parce que c'est le leitmotiv de la Fédération des femmes du Québec depuis maintenant six ans. Cependant, nous avons appris beaucoup sur les effets catastrophiques de la mondialisation sur toutes les populations de la planète, particulièrement sur les peuples et les femmes du Sud. Reconnaissons-le, la pauvreté a un sexe. Quand on aggrave la pauvreté, particulièrement au Sud, là où les femmes ont déjà tellement peu d'argent, tellement peu d'autonomie financière, où les femmes sont responsables des enfants à peu près à 100 p. cent, on est dans des problèmes dramatiques.

Depuis le début de la Marche, même si j'étais déjà sensibilisée à la question, j'ai appris beaucoup sur l'Organisation mondiale du commerce, sur les accords de libre-échange, sur leurs effets sur les populations. C'est un grand chantier d'éducation populaire, cette marche-là. Je pense qu'il y a une prise de conscience dans les groupes de femmes du Québec que la pauvreté des femmes, c'est mondial.

Bon nombre de femmes du Sud ont l'impression qu'ici à Montréal la pauvreté n'existe pas. À la dernière rencontre du comité de liaison international, une femme du Sud a dit : « On nous parle de pauvreté à Montréal, mais, moi, je ne comprends pas. Elle est où ? » La personne qui représente le Front commun des personnes assistées sociales lui a expliqué qu'elle est souvent cachée. Oui, il y a des itinérants dans la rue,

1. Françoise David est présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), organisme qui est à l'origine de la Marche mondiale des femmes. Titulaire d'un baccalauréat en service social de l'Université de Montréal, elle a travaillé au sein des services publics et des organismes communautaires. Actuellement, elle prépare activement, avec tout le mouvement des femmes du Québec, la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Elle est à l'origine de la Marche des femmes contre la pauvreté, « Du pain et des roses », en 1995. Vivian Barbot et Ruth Rose l'ont rencontrée le 9 février 2000.

mais il y a peu de mendicité chez les enfants, comme j'en ai vu largement en Iraq. Les maisons ont l'air de se tenir debout. Mais il y a des enfants qui ne mangent pas beaucoup la dernière semaine du mois. Cela dit, ici, il y a des ressources communautaires, des magasins de linge usagé, des banques alimentaires. Au Sud, dans beaucoup de pays, il n'y a pas de programmes sociaux. Alors, je peux comprendre la personne qui réagit en disant : « Excusez-moi, mais ce n'est pas seulement pendant une semaine que je ne peux pas nourrir mes enfants. Et nous n'avons pas de ressources communautaires. »

En ce qui concerne la violence, nous avons pris conscience que, lorsque les femmes du Sud parlent de violence à l'égard des femmes, elles parlent de tous les droits de la personne. Ici, on pense aux abus sexuels, à la violence conjugale, au viol, au harcèlement au travail. C'est sûr que battre sa femme, c'est lui refuser le droit à son intégrité physique. On touche, donc, à un droit fondamental. Quand on parle avec les femmes du Sud de l'obligation de porter le voile, de l'excision, de l'interdiction du divorce, du refus de payer une pension alimentaire si jamais une femme réussit à divorcer, quand on parle du trafic des femmes et des fillettes, de l'augmentation effarante du tourisme sexuel, etc., on voit la violence comme quelque chose de beaucoup plus large. En fait, on parle du droit des femmes à une existence digne et libre, du droit à l'égalité.

Nous étions conscientes de l'existence de tous ces problèmes, mais nous n'y avons pas réfléchi de cette façon. Les mettre tous ensemble, comprendre qu'il s'agit d'une forme de violence systématique et institutionnalisée à l'égard des femmes, c'est une façon plus approfondie de voir les choses. Ça permet de faire des liens.

Les femmes du Sud nous parlent d'atteinte à tous leurs droits, du fait qu'elles n'ont pas les mêmes droits juridiques que les hommes, qu'elles assument presque seules l'entière responsabilité des enfants, du fait qu'elles sont encore largement confinées à l'espace privé, qu'elles ont très peu accès à l'espace public.

Quand je parle d'espace public, je ne veux pas simplement dire marcher dans la rue, pouvoir aller à l'école, parce que, maintenant, dans la plupart des pays, les filles ont le droit d'aller à l'école. Je parle plutôt d'un vrai pouvoir décisionnel, d'un pouvoir d'influence, d'une participation aux gouvernements municipaux, régionaux, nationaux. On retrouve encore très peu de femmes dans ces instances, surtout au Sud, mais aussi au Nord.

Oui, dans des pays d'Afrique et ailleurs, il y a des femmes qui commencent à avoir une certaine influence, localement, par exemple. Il existe des groupes autonomes de femmes, des organisations non gouvernementales (ONG). Les femmes mènent des campagnes, sur l'excision par exemple. En Égypte, elles ont obtenu des améliorations au Code de la famille, mais les femmes demeurent encore largement sous la tutelle du mari. Les femmes mènent ces batailles partout dans le monde. Dans ce sens-là, elles sont dans l'espace public, mais elles n'ont pas encore beaucoup de pouvoir politique et économique. Ça, c'est le mauvais côté des choses.

Le bon côté des choses, c'est que jamais, dans le monde entier, les femmes n'ont tant fait parler d'elles. Jamais elles n'ont pu s'organiser autant. Et des initiatives très intéressantes voient le jour. Je pense, par exemple, à toutes celles qui ont maintenant accès au microcrédit. Elles s'achètent une simple machine à coudre, mais qui va

changer leur vie. Elles vont maintenant fabriquer des choses, les vendre, apporter de l'argent à la maison. Donc, le mari n'est plus l'unique pourvoyeur. Ça change les rapports dans la famille. Ça n'a l'air de rien, mais c'est révolutionnaire, à mon avis.

Q. — Y a-t-il des objectifs de la Marche qui transcendent la problématique particulière de la pauvreté et celle de la violence faite aux femmes ? Des objectifs que vous avez déjà peut-être atteints en partie ?

F. D. — Oui, il y a des objectifs à divers niveaux. Le premier objectif de la Marche, l'objectif le plus immédiat, c'est de permettre à des femmes, dans pas mal de pays, de faire des gains concrets par rapport à leur situation, au niveau des deux thèmes.

Deuxièmement, l'un des gains les plus sensibles de cette marche, et qui est déjà en cours de réalisation, c'est la création de réseaux de femmes pour préparer la Marche. Des femmes qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble le font maintenant. Un exemple récent, c'est la coalition mise sur pied à New York par des groupes de femmes, très engagées dans la problématique de la pauvreté, qui viennent de toutes les communautés et qui reflètent vraiment la diversité de la ville. Et il y a plein d'autres exemples comme ça. À mon avis, c'est très porteur pour l'avenir, même après la Marche.

Au niveau international aussi, nous assistons à la création d'un nouveau réseau, qui en recoupe d'autres bien sûr. Plusieurs membres de notre comité de liaison international siègent aussi au sein d'autres réseaux autour des droits de la personne ou participent à des sommets et des conférences sur la question des femmes. Mais le réseau que nous avons mis sur pied, qui est informel pour le moment, rejoint des femmes qui veulent agir par la mobilisation collective. Pour nous, c'est un objectif très important de la Marche de créer ces réseaux nationaux et internationaux.

Un troisième objectif, en cours de réalisation, est celui de l'éducation populaire. Par exemple, qui, au Québec, dans le mouvement des femmes, avait entendu parler de la taxe Tobin sur les transactions financières avant 1996 ? Qui avait déjà débattu de l'idée d'une loi-cadre sur l'élimination de la pauvreté ? C'est vrai que le projet de Vivian Labrie nous aide beaucoup². Mais le concept même n'avait pas été discuté dans le mouvement des femmes.

Qui, au Québec, avait longuement discuté de l'importance d'une convention internationale contre la violence faite aux femmes ? Quelques femmes, oui, mais pas largement. L'éducation populaire n'est pas secondaire, elle n'est pas marginale par rapport au projet de la Marche et elle est porteuse pour l'avenir. Quand les femmes commencent à être informées, à comprendre, à faire des analyses, à faire des liens entre les problèmes, elles ont envie d'agir et elles comprennent comment agir.

Au-delà des revendications qu'on espère gagner, ces dimensions de réseautage et d'éducation populaire sont très importantes dans la Marche.

2. Cette campagne est organisée par le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, C.P. 1352, Succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7E5 ; site W3 : www.clic.net/pauvreté.

Q. — Y a-t-il eu des problèmes de communication et de compréhension entre les unes et les autres ?

F. D. — J'ai déjà parlé du fait que les femmes du Sud ne comprenaient pas quand nous leur disions qu'il y avait de la pauvreté à Montréal. À l'inverse, certaines femmes africaines nous disent : « Vous ne comprenez rien au problème de l'excision. Nous savons que c'est un problème, mais laissez-nous le choix de nos stratégies. Nous, nous savons comment en venir à bout. C'est long, c'est compliqué, mais ne jugez pas de ce que vous ne connaissez pas. »

Ce qui est intéressant, c'est que ce genre de discussion se déroule sur un ton différent de celui des premières rencontres, à Mexico en 1975, par exemple. On m'a dit qu'en 75, ce n'était pas drôle entre les femmes du Nord et du Sud. On s'accusait mutuellement de ne rien comprendre à rien.

Il demeure que nous devons toujours être attentives à ce que l'autre dit, nous assurer d'être bien comprises. Mais je trouve qu'il y a plus de confiance entre nous. Même sur des questions difficiles — puisqu'il y en a —, nous arrivons à nous comprendre, à nous mettre d'accord. Cela ne veut pas dire que, dans le fond de notre cœur, nous sommes toutes d'accord, mais nous nous organisons pour trouver les compromis nécessaires à l'avancement de notre projet.

Q. — Vous revenez d'un voyage en Iraq et en Jordanie. Qu'est-ce que vous y avez appris ?

F. D. — L'Iraq subit un embargo dévastateur depuis dix ans qui nuit à tous les aspects de la vie des femmes. Leurs enfants souffrent de problèmes de santé liés à la malnutrition et au manque de soins et de médicaments. Les logements sont trop petits et mal chauffés. Beaucoup de pères de famille vont chercher dans les pays environnants un travail qui fait cruellement défaut en Iraq. Les mères se retrouvent seules avec l'entière responsabilité de trois, quatre enfants ou même plus. Le mot « contraception » semble être passablement tabou en Iraq. La polygamie est tolérée, et beaucoup de mariages sont arrangés par la famille, quoique les jeunes aspirent à plus de liberté.

On nous dit que le tiers des femmes travaillent à l'extérieur du foyer. Elles sont, cependant, sous-payées et pauvres. Dans ce contexte d'angoisse quotidienne, nous avons observé un retour à une pratique religieuse traditionnelle qui risque de s'accompagner de restrictions additionnelles pour les femmes. Déjà on observe une résurgence des mariages précoces dans les régions rurales. On marie une adolescente, car c'est une bouche de moins à nourrir. Dans certains milieux, les fillettes sont retirées de l'école pour aider leur mère et parce qu'il faut choisir, entre les enfants, celui pour qui l'on paiera. Et c'est plus souvent un garçon. Beaucoup de femmes portent le manteau noir traditionnel, mieux connu par son nom iranien, le *tchador*.

Il y a bien des raisons d'en vouloir à l'embargo contre l'Iraq. Les reculs actuels et appréhendés dans la marche des femmes vers l'égalité constituent une raison additionnelle. Je souligne enfin qu'il n'existe pas de réelle organisation autonome de femmes.

En Jordanie, j'ai rencontré la coordination nationale de la Marche. Ce qui m'a vraiment fait le plus plaisir, c'est que l'une des femmes me dise : « On a traduit votre argumentaire en arabe. » C'est un cahier d'éducation populaire, d'une quarantaine de pages, où l'on explique toutes les revendications internationales³. Elle m'a dit :

Il y a des femmes qui ne croyaient pas qu'un cahier produit par le Nord pouvait refléter les préoccupations du Sud. Quand elles l'ont lu en arabe, elles sont venues me dire qu'il traduit parfaitement ce qu'elles pensent. Évidemment, il fallait que nous rajoutions notre réalité locale. Mais, pour l'essentiel, tout est là.

Aucun compliment ne pouvait me faire plus plaisir. Nous étions conscientes que c'était un cahier écrit par des femmes du Nord et qu'il pouvait ne pas refléter toutes les préoccupations des femmes du Sud, mais il est conçu pour que chaque groupe rajoute ses préoccupations spécifiques. Le cahier n'est certes pas parfait, mais nous pensons qu'il répond assez bien aux besoins des femmes.

Voyager a toujours fait partie de ma vie. Quand j'avais 20 ans, je suis allée passer six mois au Rwanda. Pour moi, il a toujours été évident qu'il fallait s'ouvrir au monde. C'est pour ça que la Marche internationale me rejoint beaucoup. On revient toujours des voyages avec de nouvelles idées, des apprentissages, de belles rencontres. Depuis le début de l'organisation de la Marche, je suis allée en France, en Belgique, en Italie, en Iraq et en Jordanie.

Ce qui me fascine, c'est à quel point, malgré les différences de langue, de culture, de religion, de croyances, d'âge, entre femmes on se rejoint. Par exemple, en Jordanie, je logeais chez Emily, une femme du comité de liaison international. Nous ne parlons pas la même langue et nous n'avons pas la même expérience de vie. Elle est féministe et communiste. Elle me disait en rigolant : « Tu as été marxiste-léniniste, on va se comprendre. » Je lui ai dit que j'avais quitté les marxistes-léninistes depuis très longtemps, mais elle n'avait pas complètement tort. Je pense toujours qu'il existe des classes sociales.

Une des premières choses que nous avons faites a été de sortir des photos — seules les femmes font ça, je pense. J'avais apporté des photos de mon *chum*, de mes parents, de mon fils. Elle a sorti l'album de fiançailles de sa fille. Dès qu'on parle d'enfants, le contact se fait.

La sœur d'Emily m'a amenée visiter un camp de réfugiés palestiniens où nous avons été invitées à prendre le thé avec la responsable d'un centre de femmes. Deux voisines et une jeune fille de 15 ans sont venues nous rejoindre. Elles parlaient uniquement arabe et Leila traduisait. J'ai demandé à cette femme de quoi elle rêvait pour sa fille. Elle a répondu : « Être éduquée, avoir un emploi, être autonome financièrement. » Et elle me posait des questions sur mon fils. Quand on a pris la photo habituelle, nous étions toutes enlacées les unes aux autres. Nous nous sommes embrassées chaleureusement en nous quittant.

3. Le *Cahier des revendications mondiales* de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 peut être consulté dans le site W3 suivant : www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/cahier/index.html.

Voyager, c'est apprendre. Quel grand penseur a dit que les gens les plus éduqués sont ceux qui savent à quel point ils sont ignorants ? J'ai lu des articles et j'ai vu des documentaires à la télévision sur le Moyen-Orient. Je connais le problème de la Palestine — en gros. Mais, ici au Québec, on ne se rend pas compte que la civilisation de cette partie du monde est vieille de 5 000 ans. Les femmes et les hommes du Moyen-Orient sont extrêmement fiers de leur histoire et se sentent humiliés quand nous traitons leur pays de sous-développé. J'ai visité Pétra, un site archéologique magnifique et somptueux, habité autrefois par les Nabatéens, les ancêtres des Bédouins. L'on voit des châteaux sculptés dans le roc. Je ne savais même pas que ce site existait.

Q. — Les femmes en Iraq et en Afrique se retrouvent dans une situation de guerre. Comment cette problématique s'intègre-t-elle à la Marche ?

F. D. — Malheureusement, les femmes qui vivent dans des pays où les conflits sévissent ou encore dans des pays où elles n'ont aucun droit comme en Afghanistan, ces femmes-là ne sont pas dans la Marche. Ou alors, la Fédération des femmes irakiennes a le droit d'exister, mais elle est totalement inféodée au gouvernement. Les femmes n'ont aucun droit de parole autonome. La responsable, que j'ai rencontrée, est allée jusqu'à dire que la violence conjugale n'existe pas en Iraq.

J'ai rencontrée une femme tchétchène en Italie en septembre dernier, alors que les bombardements n'avaient pas encore commencé. Elle s'intéressait au projet de la Marche, mais pouvait difficilement s'y joindre. Nous vivons une contradiction, parce que c'est presque impossible de rejoindre les femmes qui sont les plus mal prises. Le mieux que nous pouvons faire, c'est d'attirer l'attention des groupes de femmes, et du monde en général, sur les situations que vivent ces femmes. Quand nous rencontrerons Kofi Annan, le 17 octobre 2000, il y aura des représentantes des femmes des pays en conflit dans notre délégation, quitte à ce que ce soit des exilées.

Q. — Qu'est-ce qui vous a le plus frappée chez les femmes que vous avez rencontrées depuis le début de l'organisation de la Marche internationale ?

F. D. — Quand elles nous parlent, les femmes du comité de liaison international ne sont pas du tout misérabilistes : « Oui, on a des problèmes, mais on a commencé à s'y attaquer. On est organisée, même si on n'a pas d'argent. » Ça revient souvent, et c'est vrai qu'elles n'ont pas d'argent. Mais elles sont extrêmement combatives, militantes, généreuses, de bonne humeur. Elles ne sont pas du tout déprimées, pas du tout dépressives.

Je suis frappée par le sens de l'humour de femmes qui sont dans des situations tellement difficiles. Elles sont très courageuses. Elles prennent des risques. Au Québec, nous pouvons dire à peu près ce que nous voulons sans risquer d'aller en prison. Mais il y a des pays où c'est risqué de se prononcer sur les droits humains, les droits sociaux, que ce soit ceux des femmes ou d'autres. En plus, la très grande majorité de ces

femmes, qui sont des leaders, qui travaillent fort, qui militent, ont des enfants et doivent s'occuper d'une famille, avec ou sans un mari. C'est lourd, c'est gros, mais elles sont inlassables.

Leurs capacités d'analyse m'ont aussi impressionnée. Par exemple, les jeunes femmes philippines ont des analyses vraiment macros. Elles vont beaucoup plus loin que la réflexion suivante : « On vit des problèmes de pauvreté. Quelle est notre situation locale ? » Elles vont jusqu'aux racines patriarcales, elles parlent de mondialisation. Les femmes latino-américaines sont extrêmement bien équipées intellectuellement sur les questions économiques. Sur ces problématiques, elles ont une longueur d'avance sur le mouvement des femmes du Québec.

Sur la question de la violence, les Africaines sont très claires. Sur les questions économiques, les femmes asiatiques sont claires aussi. Plusieurs d'entre elles participent d'ailleurs à toutes sortes de sommets à l'échelle mondiale. Elles sont très préoccupées de tout ce qui a trait au travail du sexe. Et leur réflexion est avancée là-dessus. Toutes ces femmes ensemble dans une salle, c'est assez impressionnant.

Q. — Avez-vous eu des problèmes de coordination, de travail, qui sont liés à des différences de culture et de vision ?

F. D. — Oui, mais moins que ce qu'on aurait pu penser. C'est étonnant. Je peux, cependant, mentionner deux problèmes : le premier est vraiment une question idéologique ou politique, l'autre est plutôt organisationnel.

Le plus grand problème politique que nous avons eu, c'est au sujet des droits des lesbiennes. Nous devons décider si, oui ou non, dans la plate-forme de la Marche mondiale, il y aurait une revendication sur les droits des lesbiennes — et des gais par conséquent. Majoritairement, les femmes disaient oui. Mais une minorité, assez importante pour que nous en tenions compte, disait non, parce que, dans certains pays, ce serait tellement mal reçu qu'à la limite les femmes mettraient leur sécurité en danger. Les groupes de femmes pourraient se voir empêchés d'exister, et la Marche serait discréditée. Et mêlés à ça, il y avait des préjugés, de l'ignorance, de l'homophobie chez certaines — pas chez toutes. Le débat s'est terminé avec un compromis, boiteux comme tous les compromis, qui dit que, oui, il y aura deux revendications concernant les droits des lesbiennes et gais, mais les groupes de femmes ne seront pas tous obligés d'y adhérer pour être partie prenante à la Marche. Il y a des pays entiers qui, probablement, ne soutiendront pas ces revendications sur la scène publique.

Pourtant, le droit au respect de l'orientation sexuelle devrait être un droit aussi fondamental que le droit d'être noire et de ne pas être victime de racisme, que le droit d'être âgée ou d'être jeune et d'être respectée. C'est donc un compromis boiteux, c'est clair. En même temps, c'est un compromis qui nous permet de garder tous les groupes avec nous et de, quand même, obliger à un certain débat. Si nous avions dit : « Nous n'acceptons aucun compromis sur les revendications et tout le monde doit y adhérer », au bas mot, dix ou quinze pays auraient quitté. Je ne compte pas seulement les pays qui étaient représentés à la rencontre, mais aussi ceux qui ne se seraient pas joints à la Marche. La plupart auraient été des pays du Sud.

Depuis, nous avons fait parvenir aux groupes un document éducatif⁴ qui a été très bien reçu. Une femme d'un pays du Sud nous a écrit : « Mon groupe a finalement décidé d'adhérer aux revendications sur les droits des lesbiennes, et c'est la première fois que je peux dire ici que je suis lesbienne. Donc, merci beaucoup pour votre cahier et pour votre belle initiative. »

À part cette question des droits des lesbiennes, les décisions politiques ont été plutôt faciles. Au plan organisationnel, nous avons eu un problème avec les femmes d'un pays qui ne comprenaient pas le processus. Nous avons adopté les revendications à la rencontre internationale d'octobre 1998. Une fois adoptées, nous ne rouvrions plus la plate-forme, parce que si tu rouvres pour l'une, tu rouvres pour l'autre, et aussi bien dire que tu recommences tout. Mais, depuis cette rencontre, le nombre de groupes a au moins triplé. Alors, les femmes d'un pays d'Asie demandaient pourquoi on ne peut pas changer une plate-forme politique au fur et à mesure que d'autres groupes arrivent avec d'autres préoccupations. Nous répondions : « Si nous faisons ça, nous ne marcherons jamais, parce qu'on va encore prendre des mois à débattre des revendications. Mais la plate-forme est large. Les nouveaux groupes peuvent y adhérer en y ajoutant une couleur locale, des préoccupations de leur cru. Ça ne pose aucun problème. »

Cependant, nous ne les convainquions pas et elles étaient fâchées. Finalement, l'une de leurs membres est venue à la rencontre du comité de liaison international à l'automne 1999. La rencontre a permis qu'on se connaisse, qu'on se parle, qu'on comprenne mieux comment l'organisation de la Marche fonctionne. En fin de compte, la mésentente s'est réglée d'une façon satisfaisante pour toutes.

Nous avons un autre type de difficulté, plutôt logistique. Par exemple, nous voulons consulter les 44 femmes du comité de liaison international sur une décision à prendre. Nous leur envoyons l'information, par télécopieur ou par courriel, en leur demandant une réponse dans un mois. Ça ne marche pas. En bas de six semaines à deux mois, c'est impossible. Ici, tout va vite. Nous avons besoin de savoir rapidement ce que les unes et les autres veulent. De plus, il est très rare que nous recevions des réponses de toutes les membres du comité de liaison international. Nous effectuons des relances téléphoniques. Cependant, à un moment donné, même si nous avons reçu seulement quinze réponses, nous devons évaluer dans quel sens penche la majorité. Parfois, nous naviguons à l'aveuglette. Nous prenons des risques. Mais jusqu'à présent, ça va.

4. Le « Document d'information sur les droits des lesbiennes » est disponible dans le site W3 suivant : www.ffq.qc.ca/marche2000/index.html. Une partie de ce texte est reproduit dans la note d'action d'Irène Demczuk : « Marcher pour le droit des lesbiennes à l'égalité » dans ce numéro de *Recherches féministes*.

Q. — Quelles activités sont prévues au sein de la Marche au Canada et au Québec ?

F. D. — Au Canada, il faut parler à deux niveaux. Il y aura dans toutes les provinces canadiennes des marches et toutes sortes d'activités l'automne prochain⁵. Les femmes veulent marcher, veulent aller devant leur gouvernement provincial, veulent faire des activités. Par exemple, les femmes du Nouveau-Brunswick se sont donné *une* revendication sur la pauvreté et *une* sur la violence. Elles feront une marche à travers la province, avec un rassemblement devant le Parlement.

Il y a un comité pancanadien de la Marche, auquel la FFQ participe, avec une quinzaine de réseaux pancanadiens de femmes et le Congrès du travail du Canada (CTC) qui joue un rôle très actif. Ce comité a adopté les revendications qui seront adressées au gouvernement canadien.

En mars, il y a eu un colloque pancanadien des femmes francophones hors Québec. En mai, l'Assemblée générale du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (National Action Committee ou NAC), sera axée sur la Marche et en juin le réseau des femmes du CTC tiendra une grande conférence sur le même thème. Le 15 octobre, il y aura un rassemblement à Ottawa et le 16 se tiendra un tribunal populaire sur les politiques antifemmes du gouvernement canadien. Le 17, les femmes participeront à un lobby auprès des députées et députés du parlement fédéral.

Les Québécoises participeront à toutes ces activités. De plus, 110 comités locaux ont été mis sur pied au Québec et il y a des comités organisateurs dans nos 17 régions. La Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence réunit une centaine de groupes, dont un bon nombre sont des réseaux nationaux. Nous marcherons simultanément dans toutes les régions du Québec du 9 au 13 octobre. Le 14, c'est le rassemblement national à Montréal, ouvert à tous et à toutes. Le 15, nous rejoindrons nos consœurs à Ottawa et le 17, un certain nombre de Québécoises iront à New York. D'autres participeront au mouvement « À midi, on fait du bruit ».

Q. — Prévoyez-vous déjà des suites à la Marche mondiale des femmes ?

F. D. — C'est la question de l'heure. Nous en avons discuté au conseil d'administration de la FFQ. Celle-ci est à l'origine de ce projet, et c'est bien évident qu'elle est responsable d'en assurer des suites. D'ailleurs, les membres du comité de liaison international nous ont dit qu'il n'était absolument pas question qu'on les laisse tomber après le 17 octobre. Nous sommes très honorées par la confiance qu'elles nous manifestent. Et nous leur avons dit que nous allons assurer les suites.

Cependant, une fois la Marche terminée, il n'y aura plus 22 travailleuses à la FFQ. Nous allons retomber à 5 ou 6 avec des ressources financières immensément moins grandes pour garder des liens avec des femmes du monde entier. La FFQ va avoir mis

5. On peut s'informer des revendications canadiennes et des activités qui auront lieu partout au Canada en consultant le site W3 suivant : www.canada.marchofwomen.org.

une énergie folle dans la Marche. Je ne parle pas seulement des permanentes, mais aussi des militantes et des bénévoles. La FFQ va devoir retomber sur ses pattes, revoir son organisation du travail. Une plate-forme politique devra être adoptée en 2001. Il y aura des élections fédérales, ensuite provinciales. L'Assemblée générale va entreprendre une réflexion sur les suites de la Marche et le rôle de la FFQ. Le Mouvement des femmes et le comité de coordination de la Marche mondiale, où des groupes autres que les membres de la FFQ sont représentés, devra être partie prenante à la discussion. Je pense que tout le monde va vouloir continuer avec quelque chose. Mais quoi ? Avec quels moyens ? C'est difficile à dire.

Q. — Il existe des organismes au niveau international. Y aura-t-il une autre rencontre internationale des femmes, organisée par les Nations Unies, en 2005 ?

F. D. — Ce n'est pas encore décidé. Plusieurs groupes de femmes demandent une autre conférence en 2005. En juin 2000 se tient à New York la rencontre des États sur les suites à la plate-forme de Beijing. Nous y serons avec plusieurs femmes du comité de liaison international. Nous pourrions donc aborder cette question.

Dans la suite de la Marche, à mon avis, nous devrions éviter de mettre sur pied un autre réseau féministe international qui ressemblerait, comme deux gouttes d'eau, à ce qui existe déjà. Si nous voulons renforcer notre réseau, il faudrait que ce soit encore dans l'action, parce que c'est ça qui nous distingue : une action commune, mais qui pourrait être de beaucoup plus petite envergure.

Il existe déjà une fédération qui s'appelle la Fédération internationale démocratique des femmes avec des centaines de membres à travers le monde. Elle fait de la concertation ; les femmes se donnent de l'entraide, de l'appui dans leurs luttes. Il y a des réseaux femmes et droits humains. Il y a aux États-Unis, le groupe de Charlotte Bunch qui veut se donner une plate-forme mondiale à discuter dans le cadre de « Beijing + 5 »⁶. Ne faisons pas double emploi avec ce que d'autres font déjà.

Q. — Quelles seront les suites de la Marche au Canada ? Et au Québec ?

F. D. — À l'échelle canadienne, les grands réseaux ont dit souhaiter, avec la Marche, redonner plus de visibilité au mouvement des femmes et augmenter sa présence publique et politique. En plus de faire des gains au niveau de la pauvreté et de la violence auprès du gouvernement, on veut remobiliser les femmes. Je trouve cette perspective intéressante. Après la Marche, bon nombre de groupes pourraient continuer de travailler ensemble sur toutes sortes de projets. La coordination de la

6. En juin 2000, à New York, cinq années après la conférence internationale sur les femmes tenue à Beijing en 1995, l'Organisation des Nations Unies a tenu une nouvelle rencontre, de plus petite envergure, afin de revoir la plate-forme adoptée à Beijing. C'est cette rencontre qu'on appelle « Beijing + 5 ».

Marche canadienne est assez large. Nous n'avons pas connu souvent de telles coalitions dans le mouvement des femmes pour travailler à des objectifs concrets. La dernière fut la campagne « Notre juste part » pour obtenir un meilleur financement du programme Promotion de la femme⁷.

Au Québec, outre nos responsabilités internationales, la Marche rejoint des groupes de femmes d'une façon beaucoup plus large et plus diversifiée que la Marche du pain et des roses de 1995. Cette fois-ci, les lesbiennes, les autochtones, les femmes des communautés culturelles, les jeunes sont beaucoup plus présentes, pour ne nommer que ces groupes-là. Je sens que beaucoup de femmes, pas très militantes et qui ne se disent pas forcément féministes, s'intéressent au projet. Elles veulent participer, même si c'est juste un peu, même si c'est seulement mettre le nez dehors et aller quelque part avec d'autres femmes. Je pense que la Marche de l'an 2000 risque d'avoir une ampleur beaucoup plus grande que celle de 1995. Je souhaite que toute cette belle synergie, créée par des groupes de femmes qui ont appris à travailler ensemble, continue après. Je souhaite qu'on dépasse les querelles de clocher et les attitudes parfois un peu « corporatistes ». Nous n'aurons pas gagné toutes nos revendications le 17 octobre 2000. Nous avons donc intérêt à continuer de travailler ensemble.

Q. — Avez-vous un dernier message ?

F. D. — Marchez !!! Il faut être nombreuses à marcher à l'automne 2000 et après.

7. Le programme de Promotion de la femme a été créé en 1973 et il relève de Condition féminine Canada. Son mandat est d'« appuyer les interventions faites par des groupes de femmes et d'autres partenaires qui militent en faveur de l'égalité des femmes, en se penchant sur la situation économique, sociale, politique et juridique des femmes » (voir à ce sujet le site W3 suivant : www.swc-cfc.qc.ca/wmnprog/guidtxtf.html). Depuis 1996, ce programme ne finance que des projets, et un des objectifs de la campagne « Notre juste part », est de faire réinstaurer le financement d'infrastructure.